

Témoins

LA COMMISSION
Par: JEAN-CLAUDE CORBEIL,
secrétaire

Date:

Témoins

Par: HÉLÈNE CAJOLET-
LAGANIÈRE

Date:

34582

Gouvernement du Québec

Décret 880-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de monsieur Stéphane Éthier, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, monsieur Stéphane Éthier, avocat et animateur de télévision, a été nommé membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, monsieur Stéphane Éthier reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 450 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Éthier soit remboursé conformément aux règles applicables aux

membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34583

Gouvernement du Québec

Décret 881-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de madame Patricia Lemay, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, madame Patricia Lemay, vice-présidente à la fabrication, Culinar — Groupe Saputo inc., a été nommée membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, madame Patricia Lemay reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 450 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, madame Patricia Lemay soit remboursée conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34584

Gouvernement du Québec

Décret 882-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de madame Norma Lopez-Therrien, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, madame Norma Lopez-Therrien, directrice générale de Nous tous un soleil inc., a été nommée membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, madame Norma Lopez-Therrien reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 450 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, madame Norma Lopez-Therrien soit remboursée conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;

QUE le présent décret prenne effet à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34585

Gouvernement du Québec

Décret 883-2000, 29 juin 2000

CONCERNANT la fixation de la rémunération de monsieur Stanley Péan, membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec

ATTENDU QUE, par le décret numéro 875-2000 du 29 juin 2000, le gouvernement a établi une commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec;

ATTENDU QU'en vertu de ce décret, cette commission est formée de onze membres dont un président et un secrétaire;

ATTENDU QU'en vertu de ce même décret, monsieur Stanley Péan, écrivain et journaliste, a été nommé membre de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec et qu'il y a lieu de fixer sa rémunération à ce titre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française:

QU'à titre de membre à temps partiel de la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, monsieur Stanley Péan reçoive, pour la période s'échelonnant du 29 juin 2000 au 31 mai 2001, des honoraires de 450 \$ par jour travaillé pour un minimum de 7 heures d'ouvrage par jour;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Stanley Péan soit remboursé conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes;